

ADRESSE DE L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE À LA FÉDÉRATION

Le syndicalisme à la croisée des chemins

Face à un gouvernement qui mène une politique libérale débridée sur l'air du « there is no alternative », le syndicalisme est à la croisée des chemins car la caution « sociale » d'une telle politique ne peut venir que des syndicats, du choix qu'ils font de l'accompagner ou pas. L'enjeu avec le Pacte de responsabilité, c'est la mise en place d'une politique économique de l'offre mortifère dont la « réussite » nécessite que tout ou partie des syndicats jouent le jeu sur la base des exigences du patronat. Dans ce contexte, et sans prétendre que tout est simple, nous voulons revenir sur un positionnement fédéral trop ambigu et potentiellement lourd de dangers pour la FSU.

Depuis plusieurs années, le piège de l'austérité néolibérale étrangle progressivement des couches de plus en plus larges de population. Menées par les gouvernements, quelle qu'en ait été la couleur, ces politiques ont combiné haut niveau de chômage chronique, développement des emplois précaires, austérité salariale, démantèlement rampant des dispositifs de protection sociale, attaques contre les services publics avec pour conséquences une aggravation généralisée des inégalités sociales de tous types. On a assisté à l'envol des hauts revenus et au gonflement des gros patrimoines allant de pair avec une extension de pauvreté et de misère, le tout moyennant une internationalisation accrue de la circulation du capital sous toutes ses formes (la soi-disant « globalisation »), laquelle

s'est surtout traduite par une mise en concurrence effrénée au niveau mondial.

Un Pacte à combattre

Après le très agressif quinquennat de Sarkozy, les attentes de rupture étaient fortes. Or, nous sommes confrontés à la poursuite des mêmes politiques, avec même des coups d'accélération. Après le pacte européen budgétaire, le pacte de compétitivité, le président de la République a franchi un nouveau palier avec le pacte de « responsabilité » : il assume aujourd'hui clairement toute une politique en faveur du patronat qui se traduit par une offensive anti-sociale de grande ampleur.

2014 a débuté avec des reculs face aux forces réactionnaires, une capitulation face au lobby bancaire et par un nouveau cadeau aux patrons avec la promesse de l'exonération de plus de 30 milliards de cotisations sociales « patronales », lesquels s'ajoutent aux 230 milliards accordés depuis 20 ans au patronat et dont chacun a pu mesurer la redoutable efficacité en matière de « lutte » contre le chômage.

Comme nous le disent les « Economistes atterrés », les mesures de réduction du « coût du travail » opérées par le passé ont contribué à plomber les comptes publics sans relancer l'emploi. Cette nouvelle exonération de cotisations patronales se traduira au mieux par un abaissement des « coûts du travail » de 1,1 %. En quoi cela modifiera-t-il la « compétitivité » des entreprises ?

Une vraie politique de gauche serait de s'attaquer notamment au coût du capital en imposant une baisse des dividendes versés aux actionnaires qui ont explosé ces 25 dernières années au détriment de l'investissement et des salaires.

Dans ces conditions, le marchandage « baisse des charges contre créations d'emplois » est avant tout une mise en scène propre à rendre acceptable par le peuple de gauche la politique de l'offre suivie par le gouvernement.

L'accord du 5 mars convient parfaitement au MEDEF, comme il l'a clairement indiqué car de « contreparties », il n'y a point. « rien ne semble vraiment très contraignant, dans ce texte, pour les employeurs. » (Libération).

Il ne doit y avoir aucune ambiguïté : ce pacte libéral doit être dénoncé et combattu en tant que tel, pas simplement parce qu'il s'accompagne d'une baisse de 70 Mds de dépenses publiques !

Comment expliquer que cette politique qui produit du désarroi, de la colère sociale, s'accompagne d'une grande absence syndicale ?

Bien sûr, face à ce gouvernement, les divisions du mouvement syndical pèsent, avec notamment la CFDT qui, dans sa politique d'accompagnement du libéralisme, approuve les orientations gouvernementales. Comme on pouvait s'y attendre, l'unité syndicale

réalisée en 2010 et plus généralement contre le mode de gestion Sarkozy a été mis à mal car une partie du mouvement syndical est prête à la négociation de reculs sociaux avec le gouvernement et le patronat en échange d'une concertation renforcée, voire constitutionnalisée.

Mais on assiste aussi aux hésitations de syndicats plus critiques en général, comme la FSU et la CGT. Alors que, dans un contexte économique et social difficile, il faudrait s'adresser clairement et de façon déterminée aux salarié-es pour « redonner de l'espoir », on a du flou dans les positionnements : à la fois sur le fond - la dénonciation du pacte et autres attaques antisociales est insuffisante - et sur le plan stratégique où l'indécision et le manque de détermination l'emportent. Ainsi, la valorisation par la FSU d'une convergence avec la CFDT et l'UNSA, matérialisée par la déclaration commune de janvier, qualifiée de « point d'appui » par le texte du CDFN, participe de cette confusion. Un affichage unitaire ne peut être une fin en soi. Les réactions contradictoires des uns et des autres face au pacte de responsabilité montrent combien cette unité sans contenu est vaine : elle ne permet ni d'armer intellectuellement les salarié-es face aux attaques en cours, ni de les mobiliser.

Faux dilemme

Une partie de la FSU semble tétanisée par un faux dilemme : développer une stratégie de confrontation sociale contre les politiques du gouvernement ou ne pas affaiblir ce dernier de peur d'ouvrir la porte à la droite...

Il y a un risque d'intégration d'un mouvement syndical coupé des formes de conflictualité et co-gestionnaire de la crise. Avec un « dialogue social » survvalorisé, même le syndicalisme de lutte et de transformation sociale pourrait s'engager sur la voie d'une politique de pactes « anti » sociaux, d'échanges ritualisés et canalisés entre gouvernement et « partenaires sociaux », au

moment même où si peu de marges et de possibilités de compromis social existent. C'est toujours le gouvernement qui fixe le cadre. Il suffit de voir les récentes décisions dans l'éducation, sur les rythmes, l'éducation prioritaire ou encore le chantier métiers pour voir à quel point il est contraint. Le feuilleton/comédie de l'agenda social Fonction publique est aussi révélateur.

C'est cela qui ouvre la voie à la continuité et l'aggravation des politiques anti-sociales du gouvernement et, en réalité, prépare le tapis rouge pour un retour de la droite dans la pire de ses versions. Nous devons méditer l'exemple espagnol.

La voie de l'affrontement n'est pas facile mais c'est la seule possible

Le mouvement syndical, qui est l'instrument principal de défense des larges couches de la population victimes de ces politiques, manque aux rendez-vous d'une mobilisation déterminée et solidaire. Le corollaire, c'est que le terrain reste offert aux forces réactionnaires et à l'extrême droite qui surfent sur la colère, instrumentalisent le désarroi populaire et occupent la rue. Cette faiblesse marque la situation politique car l'action et la pression du mouvement social et syndical se situent bien en-dessous de celles qu'exercent la finance, le patronat, la droite et l'extrême droite.

Il y a urgence à tirer le bilan de cette courte période : on ne peut poursuivre cette logique terriblement perdante pour les droits, l'égalité, la justice sociale mais aussi, disons-le, suicidaire pour le mouvement syndical qui, s'il ne répond pas aux fortes attentes de la population, en fera les frais, en perdant son lien avec les salarié-es et sa capacité à les représenter.

Il faut résolument dénoncer les politiques en cours et allumer les feux rouges sur les dangers qu'elles incarnent du point de vue social, économique, démocratique... En s'appuyant sur des propositions alternatives, en

œuvrant à les rendre crédibles à une large échelle, il faut reprendre le chemin des mobilisations, de la rue, de l'action syndicale, car pour faire bouger les lignes de la résignation, il sera nécessaire de montrer qu'on est prêt à agir, vraiment.

L'appel à la grève d'une partie des organisations syndicales, dont la FSU, le 18 mars est un premier pas dans cette direction. Cette journée doit être l'occasion d'une première mobilisation large et convergente des salarié-es, une étape nécessaire dans la construction d'un front syndical contre l'austérité. Cela ne sera pas facile tant les conditions d'appel, le manque d'entrain de certains vont peser négativement. Mais quelle qu'en soit la hauteur, le 18 ne peut rester une mobilisation isolée, un baroud d'honneur. Il faudra poursuivre la mobilisation et construire le mouvement social à la hauteur de l'enjeu : cela doit être notre objectif aujourd'hui et nous avons à en définir collectivement les moyens d'y parvenir.

Nous ne sommes pas seuls dans le mouvement social à dénoncer les dérives d'un gouvernement qui s'allie objectivement au capitalisme financier. L'heure est au rassemblement des forces sociales et citoyennes qui rejettent sans ambiguïté les politiques d'austérité, la remise en cause des droits à la santé, à la retraite, qui revendiquent une réforme fiscale répartissant de manière plus égalitaire les richesses, qui veulent remettre au cœur du développement de notre pays les services publics et le développement de droits sociaux pour toutes et tous, seul rempart contre la montée de l'extrême droite.

La FSU peut et doit tenir ce discours auprès des salarié-es, dans les intersyndicales, et se montrer plus déterminée en étant prête à construire les mobilisations nécessaires, quelles qu'en soient les difficultés.